

# Messages du mouvement syndical

## À la Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement



La Réunion de haut niveau, à Mexico, est la première occasion pour le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED) de faire le point sur ce qui a été accompli depuis Busan et aussi de prendre des engagements dans de nouveaux domaines de l'agenda de l'efficacité du développement. Pour le mouvement syndical, ce processus se trouve dans une phase critique, marquée par un essoufflement progressif et une difficulté à identifier une raison d'être ou une utilité vis-à-vis de la communauté de développement internationale. Aussi la rencontre de Mexico représente-t-elle un tournant important où le PMCED peut soit consolider sa crédibilité et sa pertinence pour la suite soit continuer à stagner et à dépérir jusqu'à être dénué de toute pertinence.

L'attribut le plus notable et unique du PMCED tient à sa capacité à rallier un large éventail de parties prenantes sur un pied d'égalité, sous une même égide et vers un objectif commun – une coopération plus efficace au service du développement. L'inclusivité constitue pour les syndicats la raison d'être de ce processus. L'approche inclusive n'est, certes, pas à l'abri d'écueils et de crises de croissance mais toute régression dans cet aspect du PMCED porterait un sérieux coup à sa crédibilité. Par conséquent, il est essentiel à nos yeux que la RHN de Mexico soit suivie d'une évaluation qualitative, pour déterminer où les efforts d'inclusivité ont ou n'ont pas porté leurs fruits, et ce en vue de l'apprentissage et de l'amélioration.

**Le mouvement syndical est engagé en faveur du succès du PMCED et s'emploiera à en assurer la pertinence, toutefois pas sans cause ni demandes.**

À l'heure où le PMCED examine comment améliorer la coopération au développement et convenir de nouvelles mesures, il est important de revenir sur les origines de l'agenda. À ce propos, nous insistons sur le fait que tous les efforts nécessaires soient consentis pour remplir les engagements pris à Paris, à Accra et à Busan.

Les syndicats sont très engagés dans les débats sur l'efficacité du développement, à travers le développement des "Principes et Directives syndicaux en matière d'efficacité du développement". Ceux-ci représentent la vision et les valeurs des organisations syndicales en termes de développement, et visent à servir de référence commune aux initiatives de coopération au développement, à renforcer l'appropriation, la responsabilité et les méthodes de travail entre les partenaires syndicaux. Ces Principes sont également complétés d'instruments de contrôle innovants pour améliorer la qualité des partenariats syndicaux pour le développement.

Les syndicats et la société civile en général doivent continuer à lutter pour la justice dans le développement en prônant une approche basée sur les droits humains en tant qu'axe central de l'efficacité du développement. Celle-ci doit constituer la base sur laquelle nos efforts collectifs sont construits et le fil conducteur qui relie entre elles les différentes parties prenantes qui composent le partenariat.

En tant que syndicats, nous insistons sur le fait que l'Agenda du travail décent constitue un objectif central de l'agenda de l'efficacité du développement. L'Agenda du travail décent est un agenda de développement, pour autant, l'importance accrue accordée au rôle du secteur privé dans ce processus suppose que la promotion du travail décent soit traitée sur un pied d'égalité avec la promotion du secteur privé, afin que la croissance économique soit véritablement inclusive et durable.

**Progrès depuis  
Busan et  
développement  
inclusif**

Les Principes de Busan (appropriation, inclusion, résultats, transparence et responsabilité) sont aussi les fondements du PMCED. Bien que ces principes se soient avérés tout aussi difficiles à respecter qu'on eût pu l'imaginer pour un partenariat global comme le nôtre, ils restent néanmoins du domaine du possible, à condition de procéder aux changements de conduite nécessaires. Pour les syndicats, la RHN de Mexico doit :

**Réaffirmer et renforcer les engagements antérieurs souscrits à Busan, Accra et Paris, en particulier pour ce qui a trait au principe d'appropriation démocratique  
Promouvoir le dialogue social en tant qu'instrument pour l'élaboration démocratique de la politique de développement à l'échelle nationale  
Exposer la réalité de l'espace de plus en plus réduit accordé à la société civile, notamment la répression et la violence contre les syndicats dans de nombreux pays**

# Messages du mouvement syndical

## À la Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement

### Mobilisation des ressources locales

Une politique fiscale efficace constitue le moyen le plus crédible pour éliminer la dépendance à l'aide au développement. Des recettes fiscales adéquates permettent à l'État d'affirmer son rôle en délivrant des résultats au plan du développement et, plus particulièrement des services publics essentiels. Mais la taxation ne peut être efficace que si :

**L'activité du secteur privé et, en particulier, des EMN est adéquatement taxée**  
**Des politiques de taxation progressive sont mises en œuvre**

### Coopération sud-sud et triangulaire

Bien que les syndicats reconnaissent que la coopération sud-sud (CSS) et triangulaire soient distinctes de l'aide au développement traditionnelle, nous croyons aussi que le PMCED devrait :

**Étendre les principes de l'efficacité de l'aide et du développement à la CSS**  
**Veiller à ce que la CSS tire les enseignements nécessaires des failles de la coopération NS et améliore ses efforts en se basant sur l'expérience passée de ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas**  
**Mieux intégrer la société civile dans les activités et les efforts au plan de la CSS**  
**Œuvrer à une meilleure compréhension des enjeux de l'emploi parmi les prestataires sud-sud**

### Pays à moyens revenus

En tant que syndicats, nous considérons que la réponse aux défis qu'affrontent les PMR constitue une priorité essentielle de l'agenda de l'efficacité du développement. De fait, c'est dans ce qu'on nomme les PMR que le chômage et l'inégalité, tous deux des enjeux prioritaires pour le mouvement syndical, sont les plus prononcés. Par conséquent, nous en appelons au PMCED à :

**Accorder toute son attention à la question de l'inégalité et à explorer des approches et des moyens pour y répondre**  
**Toujours en rapport avec l'inégalité, il est fondamental de comprendre le rôle des syndicats et des institutions du marché du travail dans la lutte contre l'inégalité, par exemple à travers une législation sur le salaire vital, la négociation collective et la protection sociale – ou l'agenda du travail décent**  
**Souligner l'importance de la protection sociale universelle, spécifiquement la création et la mise en œuvre de socles de protection sociale dans le contexte des PMR**  
**Mettre en exergue explicitement le rôle de la taxation progressive comme la meilleure mesure à long terme pour répondre et remédier à l'inégalité**

### Secteur privé

La motivation fondamentale qui sous-tend l'activité du secteur privé, nommément l'appât du gain, n'est pas nécessairement en adéquation avec les objectifs de développement, et ce malgré les efforts qui visent à édulcorer cette réalité en invoquant le concept de la « valeur partagée », qui postule que les objectifs de développement et la recherche de profit ne sont pas incompatibles. Nous reconnaissons aussi que le secteur privé peut jouer un rôle envers la réalisation des résultats de développement, toutefois à la seule condition que le PMCE préconise et fasse valoir :

**Le rôle de l'État dans le développement, notamment eu égard à la prestation de services publics essentiels**  
**Des conditions pour la participation du secteur privé fondées sur des règles et des normes claires et strictement appliquées, pour assurer la contribution aux résultats/objectifs de développement**  
**Une compréhension plus pondérée des PPP, y compris la reconnaissance du travail de l'OCDE dans ce domaine – cf. Principes de l'OCDE concernant la gouvernance publique des PPP**  
**Des engagements clairs sur la responsabilité du secteur privé et le rôle des syndicats et de la société civile pour tenir les entreprises responsables**  
**L'application au secteur privé d'une approche du développement basée sur les droits humains, à travers le respect de la loi et le dialogue social**  
**Un focus accru sur les PME**